

Sexisme et harcèlement au service des Sports de FTV

Un rapport accablant ! Des actions fortes attendues !

117 témoignages ont été recueillis entre le 14 et le 30 avril par le cabinet Interstys en charge de l'enquête. Une enquête initialement diligentée par la direction suite aux propos tenus en avril dernier par la journaliste Clémentine Sarlat dans *l'Équipe*, volontairement élargie à l'ensemble du Service des Sports sur les six dernières années.

« Un entre-soi masculin » - « le cliché du sport comme un apanage masculin » - « une ambiance de vestiaire à l'humour graveleux permanent »

« Je la baiserais bien celle-là », « super, je suis entouré de femmes aujourd'hui » ou encore « ma chérie » : voici les propos rapportés par le cabinet Interstys. Des propos qui ne laissent aucun doute sur l'attitude déplacée, malsaine, insistante, blessante voire intimidante de certains collaborateurs à l'encontre de leurs collègues. Une ambiance sexiste particulièrement ancrée, conséquence de l'exclusion des femmes de l'antenne et de la dégradation de leurs conditions de travail. Ces propos jugés anecdotiques par certains (!), révèlent pourtant l'atteinte à la légitimité des salariées du service : **une situation inacceptable !**

L'enquête met en évidence l'absence de rappel à l'ordre et la méconnaissance de la loi. Difficile pour une femme de s'intégrer dans un environnement où elle n'est pas considérée pour ses compétences mais pour sa plastique : « **On sait que tu es là... pas pour tes qualités professionnelles mais parce que tu es mignonne !** » Et comment passer sous silence la tolérance douteuse voire la complicité de l'encadrement ;

comment expliquer une telle inertie pendant tant d'années ?

Un État dans l'état, tenu par des mecs !

Autre point noir dénoncé par le rapport : le faible « turn-over ». Il serait un frein à la diversification des embauches et au rétablissement d'une parité indispensable dans ce service.

Sur 17 rédacteurs en chef ou adjoints : 16 sont des hommes. La seule femme à avoir atteint un tel niveau de responsabilité a dû passer par la justice pour faire valoir ses droits !

La direction l'assure : « **l'an prochain, aux JO de Tokyo, il y aura la parité sur les consultants** »... mais elle s'abrite derrière le contexte actuel de l'emploi pour prétendre ne pas pouvoir procéder au rééquilibrage au sein même du service... Une aberration pour les élus, le contexte des départs facilite bien au contraire l'embauche de femmes pour combler les postes vacants !

Autre constat accablant pointé par le rapport, les femmes ne sont pas les seules victimes de harcèlement ; les précaires, certains PTA considérés comme des rivaux ou certains seniors ont aussi été maltraités.

La direction au pied du mur

Le directeur des Sports (nommé il y a 3 ans) s'est dit « **très choqué** » par les accusations qui touchent son service. Lors de la restitution à ses collaborateurs, Laurent-Éric Le Lay s'est montré ferme et déterminé : « **Si on a voulu cette démarche, c'est pour que chacun puisse s'exprimer librement sur son propre ressenti. On voit bien que ce n'était pas facile pour**

ceux qui en avaient besoin... L'objectif de ce côté-là est atteint ! On doit tout mettre en œuvre pour régler cette situation : elle ne peut plus exister ! Nous devons être attentifs à ce que nous puissions avoir un comportement exemplaire : je serai intransigeant, on ne pourra rien laisser passer !».

La CGT aimerait pouvoir croire en ces engagements alors que l'ambiance sexiste au service des sports ne date pas d'hier ! Cette direction comme les précédentes est comptable du bilan. Et de son inaction en la matière.

Plan d'action à venir

Le DRH des sports, qui vient seulement d'arriver à FTV, semble prendre la mesure de la gravité des faits révélés par l'enquête. Il rappelle « **la nécessité de faire évoluer le collectif pour revenir à des choses plus normées** » pour « **mieux travailler ensemble dans un cadre différent** ».

Il propose un plan d'action en trois points pour traiter :

1. Les faits de discrimination
2. Les agissements à connotation sexiste
3. Le harcèlement moral

Entretiens, groupes d'échanges et de partage, formation, rappel à la Loi...

La direction assure qu'il y aura des sanctions menées pour les cas avérés et que chacun sera en droit de se défendre.

Carton rouge au sexisme ordinaire !

La direction est aujourd'hui face à ses responsabilités. La situation est critique, collectivement ancrée, et met certains collaborateurs en insécurité.

Les mouvements tels que « Mee Too » ou « Balance ton porc » ont récemment aidé à la libération de la parole... mais il reste encore beaucoup de travail à mener pour faire changer les mentalités !

Un collectif à réparer

Fort heureusement, les faits de harcèlements présumés ne concernent pas tout le monde et certains collaborateurs se sentent injustement liés à cet opprobre. L'image de leur service a été abimée par les révélations et ils en souffrent, comme en ont souffert leurs collègues de la rédaction de Franceinfo numérique il y a quelques mois.

C'est « **tout le côté obscur de la rédaction qui est ressorti d'un coup !** », « **l'autopsie de 50 ans des Sports** », « **une restitution violente** ». Si la parole libérée est un soulagement, cette restitution n'en est pas moins difficile. Et on ne peut que déplorer qu'il ait fallu attendre un article dans *l'Équipe* et une enquête de *Mediapart* pour que la direction décide enfin de s'y atteler...

Pour la CGT, il ne s'agit pas de faire une place aux femmes auprès des hommes mais bien de leur donner leur juste place, réelle, reconnaître leurs compétences et leurs qualités professionnelles et mesurer enfin, avec des années de retard, combien une vraie mixité, une vraie diversité, peuvent permettre une amélioration de la qualité des relations et de l'antenne.

Paris, le 29 juin 2020